

ment. J'ai lu dans l'*Observer* de Londres le passage suivant:

Le défi économique que pose la nouvelle politique de la Russie a été l'un des sujets qui ont retenu le plus l'attention de la conférence des premiers ministres du Commonwealth à Londres.

La portée et l'étendue de la campagne commerciale de la Russie ne sont pas présentement considérables au prix de l'activité commerciale de l'Ouest. Cependant, les méthodes totalitaires qu'elle emploie placent le monde libre, où règne la concurrence, dans une situation désavantageuse, et à moins d'un moyen de leur faire échec, elles pourraient augmenter de beaucoup les succès russes.

J'estime que la Chambre devrait être mise au courant des détails du problème, tels que les premiers ministres les ont vus, ainsi que des méthodes auxquelles il a été décidé de recourir, à l'égard de cette question, que ce soit provisoirement ou de façon définitive. Dans le discours que M. Chepilov, actuellement ministre des Affaires étrangères, a prononcé au vingtième congrès du parti communiste, on trouve un avertissement au sujet du genre d'offensive qui allait avoir lieu. Voici ce qu'il a dit:

Les pays du camp socialiste proposent de faire pacifiquement concourir dans l'arène de l'économie, les avantages des deux régimes sociaux, au lieu de les faire rencontrer sur le champ de bataille... le socialisme est devenu un régime mondial qui prend constamment de l'envergure et de la force... Avant la deuxième Grande Guerre le système socialiste régissait 17 p. 100 des territoires du globe, 9 p. 100 de sa population et 7 p. 100 de la production industrielle; aujourd'hui "nous" occupons plus de 25 p. 100 des territoires du monde...

En comparaison de 17 p. 100 du territoire juste avant la guerre.

...nous comptons plus de 35 p. 100 de toute sa population et dominons environ 30 p. 100 de sa production industrielle.

M. Chepilov est, depuis, devenu ministre des Affaires étrangères, de sorte que ses paroles revêtent une importance particulière et constituent un avertissement menaçant au monde libre. Je demanderai au ministre si oui ou non, afin de sauvegarder et de maintenir la puissance du Commonwealth britannique dans sa croisade pour la liberté, il ne serait pas possible de réunir une conférence commerciale du Commonwealth britannique en vue de redresser la dangereuse situation actuelle dans laquelle se trouve le Canada par rapport aux États-Unis lorsqu'il achète pour presque un milliard de dollars de marchandises par ans de plus que ceux-ci vendent chez nous. Est-ce que cette situation n'exige pas qu'on prenne les mesures efficaces qui s'imposent afin d'étendre nos échanges ailleurs? Ce n'est que par le commerce qu'on peut équilibrer déficits et excédents commerciaux, quel que soit le nombre de pays en cause.

Le ministre me permettra de lui dire ceci. Il a rappelé,—et je fais mien ce propos,—les craintes éprouvées par ceux qui habitent derrière le rideau de fer dans les pays subjugués par Staline, voire par son prédécesseur Lénine. Ces peuples réduits en esclavage doivent comprendre que le monde libre ne les a pas abandonnés. L'insurrection de 1953, à Berlin-Est, a manifesté l'existence de fissures dans le bloc monolithique de l'unité communiste. Il en a été de même, à un degré encore supérieur, en ce qui concerne le soulèvement du peuple polonais à Poznan, tout dernièrement encore. On peut en conclure que le communisme éprouvera de plus en plus de mal à mâter les peuples épris de liberté qu'il a sous sa coupe.

Il y a un an, au moment où je me trouvais à Berlin-Est, le nombre de réfugiés fuyant le communisme et pénétrant en zone occidentale était, autant que je me souviens, de 10,000 par mois. Le mois dernier, et depuis quelques mois, ce chiffre est passé à 22,000. Cela montre bien que quelle que soit la sévérité dont usent les gouvernements communistes des pays satellites pour empêcher l'émigration, un nombre sans cesse grandissant de leurs ressortissants ne reculent devant rien pour échapper à la tyrannie. Voici ce que Tocqueville écrivait de la révolution française dans "L'Ancien Régime et la Révolution":

Les maux que nous endurons avec patience tant qu'ils sont inévitables semblent intolérables dès que nous avons l'espoir de nous y soustraire.

Cela vaut autant aujourd'hui qu'alors. Ce qui s'est passé à Poznan en Pologne et en Allemagne orientale dénote un ferment de révolte. Au moment où l'URSS, en termes grandiloquents, fait parade de répudiation de la terreur du stalinisme, je pense que le Canada et les puissances de l'Ouest devraient songer à prier l'Union soviétique de rétablir la liberté des nations qu'elle a assujéties en Europe orientale. Qu'on donne un espoir à ces nations. C'est ce que les États-Unis ont fait après Poznan. Le département d'État a exprimé sa sympathie envers les familles de ceux qui y ont perdu la vie. Il a fait savoir à ces gens qu'on ne les oublie pas. Au moment où l'URSS tâche par tous les moyens de faire croire au monde libre qu'elle a changé d'attitude, je pense qu'une déclaration d'appui moral ferait naître un nouvel espoir chez les peuples de l'Ukraine, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, des États baltes, de l'Allemagne orientale et d'ailleurs. Cette déclaration entretiendrait la flamme vacillante de la liberté chez eux. Elle leur ferait comprendre que le monde libre croit que seul l'affranchissement des peuples assujétis peut assurer la paix vers laquelle nous tendons tous. Ne devrions-nous